

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 26 FÉVRIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Machine arrière...
- 2) Il crispe dur dur !!
- 3) La grande pagaille
- 4) A juste titre elle s'insurge
- 5) L'erreur de croire...
- 6) Le b(o)uldo !!



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Laurent Baumel : "Le vallsisme se nourrit d'avoir des ennemis"



Laurent Baumel est député socialiste de l'Indre-et-Loire. © DR

Après l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer en force la loi Macron, le bureau national du Parti socialiste promettait d'être mouvementé. Si la direction du parti n'a pas pris de sanction à l'égard des frondeurs, il faudra désormais suivre ses consignes de vote sur les textes "après audition du gouvernement". Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a dû trouver un juste milieu entre renforcer la discipline du groupe et éviter de cogner trop fort sur les rebelles pour afficher un semblant d'unité. Laurent Baumel, député frondeur d'Indre-et-Loire, revient sur ce texte, les divisions de la gauche, et la méthode du Premier ministre.

Le Point.fr : Que pensez-vous de la nouvelle résolution du PS présentée par Cambadélis mardi soir ?

Laurent Baumel : Elle est plus équilibrée que ce qu'on attendait. Il y a eu un rappel à l'unité nécessaire et quelques propos pour dire que ça ne se reproduira pas. Mais il y a aussi eu dans ce texte des éléments différents.

À la fin, il reconnaît que le PS n'a pas été écouté sur la loi Macron et reconnaît la nécessité d'avoir une conciliation des points de vue. Il recommande quelque chose qui n'existe pas dans la méthode de Valls. Il répond à la demande de fermeté faite par certains, et prend des distances vis-à-vis de la méthode musclée.

La gauche semble profondément divisée. Cette situation est-elle encore tenable ?

Il faut se méfier des impressions du moment. Après le 11 janvier, c'était le temps de l'unité politique. Aujourd'hui, la fronde est redevenue centrale. Le climat politique change très vite. D'ici quelques semaines, est-ce que la loi Rebsamen sera ouvertement sociale-libérale ? Sera-t-il possible d'utiliser l'article 49.3 de la Constitution en session parlementaire ? Y aura-t-il un remaniement ? À plus long terme, dans une situation où tout le monde s'accorde pour parler de tripartisme, et où l'objectif est de se qualifier pour le deuxième tour de la présidentielle, je vois mal comment on pourra y parvenir sans rassembler la gauche. Manuel Valls développe une stratégie personnelle d'usage de son autorité pour servir une politique sociale-libérale. Le Vallsisme se nourrit d'avoir des ennemis. Mais

cette équation sert-elle réellement les intérêts de Hollande, Cambadélis et le reste du parti ?

Seriez-vous prêt à voter contre les consignes du bureau national du PS ?

Le problème ne se pose pas comme ça. Il ressort de la résolution que le PS doit être mieux écouté. On verra si le PS commence par défendre ses propres positions face au gouvernement. Sur la loi Macron, la position du PS sur les 7 dimanches n'a même pas été défendue dans l'hémicycle.

Seriez-vous capable d'aller jusqu'au bout de votre démarche en quittant le groupe socialiste à l'Assemblée ?

Ce n'est pas, en tout cas, notre souhait. Notre stratégie est de peser au sein de notre famille politique pour réorienter et sauver le quinquennat d'un échec électoral et identitaire. Ce qui est clair, c'est que nous ne sommes pas dans une stratégie à plusieurs coups pour quitter le groupe.

Le spectacle de vos divisions ne risque-t-il pas de peser lourd sur les élections territoriales qui s'annoncent difficiles pour le PS ?

Je ne doute pas que certains de mes camarades feront cette interprétation. Je peux déjà vous donner les noms. Mais je n'y crois pas un instant. Les municipales, les européennes, les législatives partielles ont été des échecs profonds. Il y a un désamour électoral des gens qui nous ont fait confiance en 2012. Pour les cantonales, j'aimerais que les électeurs répondent à une question : est-ce que les conseillers généraux sortants ont fait du bon travail ? Mais s'ils sanctionnent la politique nationale, il sera difficile de dire que c'est la faute des frondeurs.

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Manuel Valls: je riposte donc je suis

Par Eric Mandonnet, Marcelo Wesfreidp

Foncer, cogner... Après l'épreuve de la loi Macron, le Premier ministre n'entend changer ni de ligne ni de méthode. Quitte à crisper ou à s'aliéner une partie de son camp.



Manuel Valls (ici à l'Élysée, avant le premier Conseil des ministres de 2015) entend imposer une certaine discipline dans son équipe gouvernementale.-
REUTERS/Philippe Wojazer

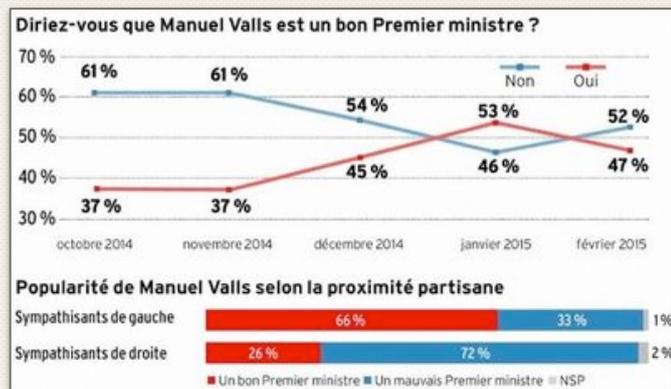
Voici venu le temps des représailles. Manuel Valls appliquera la tolérance zéro à ses propres camarades. Pas question de se laisser de nouveau piéger. Dans le Falcon qui l'amène à Perpignan, le 20 février, alors que le pic du Canigou se dessine dans le hublot, il confie à L'Express : "Tout député socialiste qui votera contre un texte important du gouvernement subira des sanctions. C'est au PS de les édicter." Les élus indisciplinés s'exposeront désormais à des "conséquences importantes" et ont intérêt à y "réfléchir à deux fois".

Menace ou intimidation? Le ton est détendu, à mille lieues des emportements qui peuvent submerger le Premier ministre. Il ne semble pas ébranlé par la semaine chaotique qu'il a vécue au Parlement, et veut le montrer.

Ce matin-là, Manuel Valls a rendez-vous à Montesquieu-des-Albères, une bourgade perdue dans les montagnes pyrénéennes, pour inaugurer avec le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, une ligne à haute tension reliant la France et l'Espagne.

Quand il descend de voiture, un peu plus tard dans la matinée, la presse l'attend, massée derrière des barrières, à l'entrée du chantier. Manuel Valls n'esquive pas les micros. Pourquoi le ferait-il ? Il s'approche et débite une déclaration ciselée expliquant pourquoi il a décidé de passer en force à l'Assemblée. Puis il ajoute, comme on dégoupille une grenade: "S'il faut de nouveau utiliser cette arme [l'article 49.3] que me donne la Constitution, nous le ferons bien évidemment,

parce que nous ne pouvons pas perdre de temps."



Enquête réalisée pour L'Express, France Inter et le SPQR auprès d'un échantillon représentatif de 1002 personnes, interrogées par Internet les 19 et 20 février 2015 par ODOXA.

Dans l'adversité, Manuel Valls ne se rétracte jamais. Il insiste et pousse le bouchon un peu plus loin. C'est autant une méthode qu'un trait de caractère. L'autocritique ne fait pas partie de sa boîte à outils. "Je ne renoncerai pas à la réforme, expose Valls. Si la loi n'était pas passée, cela aurait été vu comme un signal négatif adressé aux acteurs économiques et à l'Europe, un événement signifiant que la France est incapable d'avancer." Déjà, il égrène les prochains rendez-vous législatifs : loi sur le travail -un texte hautement périlleux, s'il touche à la question, sacrosainte à gauche, du temps de travail ; sur la santé ; sur la fin de vie. Valls sera aux avant-postes.

C'est lui, et non son ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui présentera la loi sur le renseignement. Le gouvernement prépare aussi des annonces sur un "nouvel ordre social", avec notamment une réflexion autour d'un "assouplissement des contrats d'embauche dans les très petites entreprises pour des jeunes sans qualification". Clivant. "Manuel pense éteindre les incendies en jetant des barils d'essence sur le feu", grince un député.

"Les remaniements, ils arrivent quand ils arrivent..."

Cette stratégie -je riposte, donc je suis- galvanise. "Je sors plus fort de cet épisode au Parlement", glisse-t-il en privé. Pour ses ministres, ce n'est pas toujours simple à vivre. D'autant que leur chef ne les épargne pas. Le jour de la motion de censure, le 19 février, tout le gouvernement est réuni à Matignon. Hasard du calendrier. Il s'agit de plancher sur des dossiers européens. Seulement, avant de commencer, Valls a des remarques à faire à son équipe. "J'ai lu un

article intéressant.

Une ministre, présentée comme une proche de François Hollande, aurait dit : "On ne gouverne pas par oukases." J'imagine que c'est une invention de journaliste..." Manuel Valls parcourt l'assistance du regard en souriant. Quelques courtisans expriment leur indignation. Le Premier ministre poursuit : "J'ai aussi lu qu'il y aurait un remaniement avec entrée de ministres "frondeurs" au gouvernement. Je ne sais pas qui balance de telles informations, mais ce n'est absolument pas l'état d'esprit du président de la République ni le mien. Et puis les remaniements, ils arrivent quand ils arrivent..." En attendant, silence dans les rangs !

Quand Manuel Valls veut foncer, rien ni personne ne l'arrête. Avant l'université d'été du Medef, en août 2014, François Hollande, qui connaît sa gauche, le prévient : "Tu tiens vraiment à y aller ? Parce qu'ils vont se lever pour t'applaudir..." Non seulement le Premier ministre y va, mais il fait une déclaration d'amour à l'entreprise. Et les patrons ne l'applaudissent pas, ils l'ovationnent. Un peu tête de mule, le chef du gouvernement? Il aime n'en faire qu'à sa guise. Dans la foulée de son arrivée à Matignon, jamais il n'a su trouver les mots ou les gestes à l'égard de son prédécesseur -les a-t-il seulement cherchés ?

Des offensives sabre au clair contre-productives

Il a fallu que Jean-Marc Ayrault se plaigne auprès de François Hollande pour que Manuel Valls cesse de se comporter comme si le quinquennat, la Ve République -si ce n'est l'histoire de France !- avaient commencé avec sa nomination. Avec le PS, il voudrait que l'ordre règne, mais ce n'est pas la spécialité de la maison. Le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, concède "des échanges à fleurets mouchetés" avec le Premier ministre. "Il ne peut concevoir que le parti ne suive pas", observe-t-il.



Au musée Clemenceau, le 11 novembre 2014, devant un portrait du président du Conseil, dont Manuel Valls admire l'autorité et la fermeté...B. GRANIER/MATIGNON

A Matignon, chacun ne fait pas ce qui lui plaît. Contraintes, compromis, contingences -que des mots qui commencent mal, comme disait de Gaulle. "Ce que je regrette le plus ici, c'est que je ne peux pas fracasser mon emploi du temps comme à Beauvau", lâchait Manuel Valls peu après son arrivée. Improviser et cogner. C'est ainsi qu'il conçoit la politique. Pour préparer son premier discours à l'Assemblée nationale, le 8 avril 2014, Manuel Valls discute avec ses proches.

"Adresse-toi aux hommes d'Etat du Parlement qui sont dans l'opposition", lui conseille l'un d'eux. Pas question ! "Tu sais comment la droite me voit, ils vont huer le Catalan au sang chaud, répond le natif de Barcelone. Et je devrais leur tendre la main? Je vais leur rouler dessus !" Ce n'est que dans la seconde partie du débat, lorsqu'il répondra aux différents groupes, que le chef du gouvernement tendra la main à quelques responsables de la droite et du centre. Il arrive que Manuel Valls, avec ses offensives sabre au clair, obtienne le résultat contraire à celui qu'il cherchait.

Comme le jour du fameux 49.3. Le 17 février, Valls prend la parole devant les députés PS, réunis avant la séance de vote -qui n'aura jamais lieu. "Il s'est emporté et est devenu rouge, il a engueulé tout le monde en disant que ce serait scandaleux que des parlementaires s'opposent au texte, raconte un pilier du groupe. C'était violent, infantilisant. Un discours de surveillant général, qui a radicalisé les élus indécis."

Un homme clef dans le dispositif de Manuel Valls incarne cette stratégie du bulldozer : le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen. Ami de longue date du Premier ministre, lequel a insisté auprès de François Hollande pour le faire entrer au gouvernement en avril 2014, il est censé déminer les conflits en amont et chouchouter les turbulents parlementaires. Ce rôle impose d'être prévenant, attentionné, conciliant, diplomate. Le Guen est tout l'inverse ! Adeptes du rapport de force permanent, connu pour ses positions libérales au sein du PS, il cristallise les crispations et a hérité au Palais-Bourbon du sobriquet de "ministre des tensions avec le Parlement".

Une âpreté saluée par l'opinion publique

Dans ce contexte, avec une majorité divisée sous l'effet des "frondeurs" et d'un "marais" d'élus PS à

cran, comment gouverner? Comment surmonter l'épreuve des prochaines élections, départementales (mars) et régionales (décembre), qui s'annoncent douloureuses? La seule reprise en main ne suffira pas. La discipline ne fait pas une politique. A l'Elysée, certains réfléchissent à un nouveau remaniement après les départementales, avec notamment le retour de ministres écologistes ou celui de quelques amis de Martine Aubry.

Pour ne rien arranger, le congrès du PS se profile en juin. Il s'annonçait calme. On sait maintenant qu'il faut se méfier de l'eau qui dort. Manuel Valls, qui a grillé la cartouche du 49.3 (un dispositif utilisable une seule fois par session parlementaire, hors textes budgétaires), dispose d'une marge de manoeuvre des plus étroites. Pas question toutefois de quitter le navire en plein typhon. "Rien ne pourra me faire partir, assure-t-il en privé. A moins d'être vraiment entravé dans mon action, mais, alors, ce ne serait pas un problème que pour moi." François, si tu m'entends...

Manuel Valls carbure à l'adrénaline du pouvoir. "Je m'accomplis complètement et j'ai une relation exceptionnelle avec le président." François Hollande a eu des mots chaleureux en tête à tête, après les insinuations de Roland Dumas sur la femme du Premier ministre. Avec les attentats de janvier, le chef du gouvernement a connu l'un de ces moments cruciaux qui vous permettent de vous révéler. Il se sent porteur d'une responsabilité. "Je sais ce qu'un nouvel acte terroriste en France pourrait créer comme fractures, je suis obligé de rester concentré, je n'ai pas le droit de faiblir."

Dur avec les autres ; dur avec soi-même. Si cette âpreté lui joue des tours au niveau parlementaire, elle est saluée dans l'opinion publique. La cote de popularité du Catalan, qui a reculé de 6 points après la polémique du 49.3, selon le baromètre Odoxa pour L'Express, France Inter et le SPQR, reste, avec 47 points, presque deux fois supérieure à celle de François Hollande (26%, soit une baisse de 5 points).

Toujours sur la brèche, toujours en action, toujours en tension

Dans ce contexte difficile, un jeune talent est en train d'éclorre : le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron. "C'est le seul sujet dont Manuel Valls ne parle jamais", relève un député. Piqué au vif, le Premier ministre ne supportait pas, ces dernières semaines, que les élus évoquent devant lui la "loi Macron". "Elle s'appelle la loi

Croissance et activité, et je souhaite qu'on s'en tienne là dans la dénomination", répétait-il. Avant d'ajouter : "C'est la loi du gouvernement, pas celle d'un ministre."

Toujours sur la brèche, toujours en action, toujours en tension. Ainsi va Manuel Valls. Quand la surchauffe le guette, il se rend à Evry. Il y retourne comme on part se mettre au vert. En février, il apparaît à une assemblée générale d'anciens combattants. Ici, il est chez lui. Ses enfants y sont scolarisés. On le tutoie. On l'aborde. Son autre mode d'oxygénation passe par la culture. Fils de peintre, marié à la violoniste Anne Gravoine, il remplit ses soirées de discrètes sorties. Il se rend à une représentation d'Ivanov, d'Anton Tchekhov, à l'Odéon, assiste à un concert salle Pleyel, autour d'une oeuvre du maître du cinéma muet Abel Gance, visite le musée Picasso. L'artiste a le droit d'être frondeur.

lexpress.fr

III) Messieurs du PS, halte à la pantomime !"



Par Sylvain Courage

La mauvaise humeur de Sylvain Courage après la timide résolution du Parti socialiste à la suite de l'épisode de la loi Macron.



Jean-Christophe Cambadélis, mardi 24 février au siège du PS (Joël Saget)

Aucune sanction à l'égard des députés socialistes opposés à la loi d'Emmanuel Macron et, au final, une résolution ménageant à la fois les frondeurs et le gouvernement.

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, ne pouvait davantage être dans la synthèse, mardi 24 février, en proposant au bureau national un texte visant au rassemblement du parti, du moins à l'apaisement après l'usage du 49-3 pour entériner la loi dite pour la croissance.

Un épisode qui ne fait rien pour réconcilier le Parti socialiste avec les électeurs et qui aide encore moins ces derniers à comprendre pourquoi les députés qu'ils ont élu n'aient pas droit à leur propre conscience au moment d'exprimer leur vote.

nouvelobs.com

IV) Filippetti s'insurge contre Hollande et l'expression "Français de souche"

L'ancienne ministre de la Culture estime que le président a commis "une faute" en parlant lors du dîner du Crif de "Français de souche,



L'ancienne ministre de la Culture n'a pas apprécié le discours de François Hollande lundi soir au dîner du Crif. © LIONEL BONAVENTURE / AFP

Par Le Point.fr

Filippetti s'insurge contre Hollande et l'expression "Français de souche"

L'ancienne ministre de la Culture estime que le président a commis "une faute" en parlant lors du dîner du Crif de "Français de souche, comme on dit".

Aurélie Filippetti monte au créneau. L'ancienne ministre de la Culture n'a pas apprécié le discours de François Hollande lundi soir au dîner du Crif. Le président a en effet déclaré à propos des auteurs de la profanation du cimetière juif de Sarre-Union, dans le Bas-Rhin, qu'ils étaient "Français de souche, comme on dit". Une allusion

au propos du président du Crif accusant, dans la matinée, de jeunes musulmans d'être derrière toutes les violences antisémites.



Aurélie Filippetti
"Français de souche" : plus qu'une maladresse, une faute. Camus: "Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde"
12:13 - 24 Févr 2015

Aurélie Filippetti dénonce ce mardi une "faute", faisant au passage sienne la citation de l'écrivain Albert Camus. Le tweet a aussitôt été retweeté par Valérie Trierweiler, l'ex-compagne du chef de l'État.

lepoint.fr

V) Benoît Hamon: «Nous avons fait l'erreur de croire que Manuel Valls modifierait le cap»

Par Stéphane Allières et Yannick Sanchez

En clamant fort son opposition à la loi Macron, l'ancien ministre de l'éducation et député PS des Yvelines Benoît Hamon a été un des éléments déclencheurs du recours à l'article 49-3. Il a accordé un entretien à Mediapart pour expliquer l'échec du compromis sur le travail dominical puis a accepté de répondre à nos questions sur l'avenir d'un parti socialiste divisé.

Suite au conflit qui a opposé le député des Yvelines Benoît Hamon au ministre de l'économie Emmanuel Macron concernant le « projet de loi pour la croissance », nous avons souhaité questionner l'ancien ministre de l'éducation nationale sur son positionnement politique.

L'entretien s'est logiquement déroulé en trois parties. La première concerne la loi Macron et l'opposition farouche du député des Yvelines au travail du dimanche ; la deuxième revient sur le contexte politique particulier d'union nationale après les attentats du 7 janvier. Dans la troisième partie, nous abordons les questions concernant les élections départementales et le congrès du PS prévu pour juin 2015. Benoît Hamon revient également sur ses deux ans au gouvernement, son

impossibilité de modifier le cap fixé par François Hollande et son erreur d'avoir pensé que le remaniement ministériel permettrait une inflexion de la politique économique.

Mediapart.- Sur la loi Macron, n'y avait-il vraiment pas moyen de trouver un compromis sur le travail du dimanche ? Cette histoire de compensation salariale est-elle une raison valable pour ne pas voter ce texte alors qu'on parle de plus de 3 000 amendements étudiés et de plus de 300 articles ?

Benoît Hamon.- Pour les salariés, c'est important. Ce n'est pas une question de dogme, nous nous sommes posé la question de savoir chapitre par chapitre ce qui nous semblait favorable aux salariés et ce qui constituait une mesure inefficace pour l'emploi et le pouvoir d'achat.

Je reprends à mon compte l'idée de Martine Aubry : ouvrir de nouveaux temples de la consommation n'est pas une priorité. Il y a déjà la possibilité d'acheter sur internet 7 jours sur 7, 24 h / 24. On s'adresse à nos électeurs comme à des consommateurs et plus assez comme à des bénévoles, des citoyens, des salariés, des syndicalistes, des femmes et des hommes préoccupés de l'intérêt général et pas seulement de leur consommation au jour le jour. Cependant, une fois la décision du gouvernement prise d'étendre le travail le dimanche, il me semblait essentiel de muscler les contreparties salariales pour ceux qui le choisissent ou s'y résolvent par nécessité.

Pour la gauche, l'extension du travail du dimanche est une vraie métamorphose sémantique : c'est considérer aujourd'hui que la liberté individuelle de travailler le dimanche prime sur le droit collectif au repos dominical.



Benoît Hamon : « C'est vrai, je pense que je me suis trompé » © Yannick Sanchez

Ne proposiez-vous pas à Emmanuel Macron un accord politique plutôt qu'un rejet total des articles concernant le travail du dimanche ?

J'ai été très vite convaincu que le gouvernement voulait passer coûte que coûte sur ce dossier, la position la plus responsable consistait donc à négocier le niveau des compensations salariales. Je leur ai proposé d'instaurer un seuil pour ne pas négocier en deçà de 1,2 fois le salaire. On m'a répondu : « Si vous mettez un seuil à 1,2, tout le monde négociera pour rester à 1,2 ; faisons confiance au dialogue social. » Mais si nous ne mettons pas de seuils, le risque est que les négociations aboutissent au salaire + un euro.

Cette proposition n'est en rien une manière de fausser le dialogue social. En matière d'heures supplémentaires, les partenaires sociaux peuvent négocier le montant de leur majoration dans la limite d'un plancher équivalent à 10 % du salaire. Ma proposition consistait tout simplement à aligner le régime des compensations pour les heures travaillées le dimanche sur celui déjà existant des heures supplémentaires. Cela eût été une protection précieuse dans toute une série de secteurs du commerce où nous savons pertinemment que le rapport de force n'est pas favorable aux salariés.

Si l'accord que vous proposiez avait été obtenu, auriez-vous voté ce texte ?

Comme d'autres, je me serais abstenu et le texte serait peut-être passé. Les sondages d'opinion disent que les Français sont favorables à ce texte. Mais sans faire injure à qui que ce soit, qui sait que dans ce texte un plan social pourra être homologué non plus en tenant compte des moyens du groupe mais seulement en fonction des moyens de l'entreprise ? S'ils pensent en effet que la loi Macron est formidable, alors les Français voteront pour nous aux cantonales.

http://www.dailymotion.com/video/x2hjdln_intervention-de-benoit-hamon-en-discussion-generale-sur-la-reforme-du-travail-dominical_news

Sur quels autres articles êtes-vous opposé à la loi Macron ?

Les privatisations, la facilité plus grande désormais de mettre en œuvre les plans sociaux, la création d'une niche fiscale en faveur de la distribution d'actions gratuites, la possibilité de légiférer par ordonnance en matière environnementale, tout cela me pose différents

problèmes. Des personnalités comme Pierre Joxe ont dit ne plus reconnaître leur famille politique dans ce texte (lire ici son entretien sur Mediapart). À bien des égards, nous y découvrons ce que les lois Auroux avaient obtenu en 1982 en faveur des salariés. Quand un texte est encensé par le premier quotidien libéral français et qu'il manque d'être voté par plusieurs parlementaires de l'UMP et l'UDI, c'est que, quelque part, la question de sa carte d'identité politique est posée.

On peut appeler ça du pragmatisme. C'est un peu l'air du temps, il n'y aurait plus de solutions de gauche ou de droite mais des réponses efficaces ou inefficaces. Si c'est le cas, j'invite les partisans du pragmatisme à créer le parti pragmatique. Ce parti devrait selon leur raisonnement gagner toutes les élections.

Lorsque vous faisiez partie du gouvernement, vous étiez pour une réorientation de la politique économique. En misant sur le remaniement ministériel pour aboutir à une telle inflexion, pensez-vous avoir fait une erreur ?

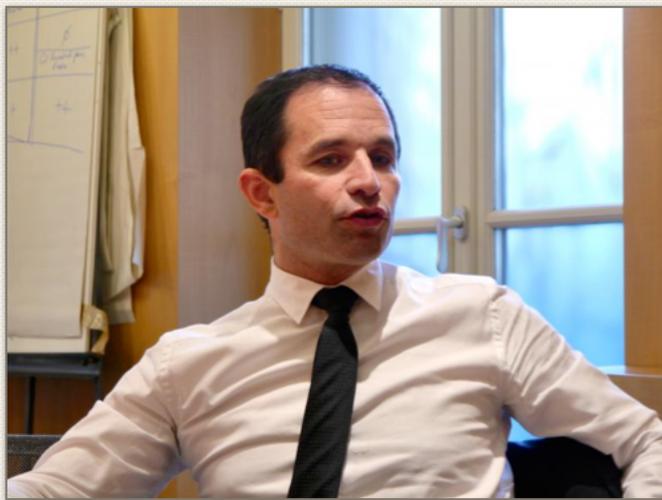
Nous avons fait une erreur de croire que le changement de premier ministre permettrait une modification du cap. C'est vrai, je pense que je me suis trompé. À politique économique constante, je redoutais que la situation sociale ne s'aggrave et que nous n'aboutissions à un affaïssement de la république dont le FN sortirait vainqueur. Avec la déflation qui approchait, les inégalités qui se creusaient, l'échec des municipales, le FN premier parti de France, je pensais que tout cela était de nature à provoquer une prise de conscience dans le gouvernement et un changement de cap.

Je pensais que Manuel Valls regarderait ces réalités en face, qu'il aurait la force de dire à Bruxelles qu'en période de crise nous avons besoin de protéger les Français, donc de réclamer une pause dans la réduction trop brutale des dépenses publiques. En ce qui concerne la dépense éducative, la politique de la ville, les politiques de santé et de solidarité, les politiques de justice et de soutien au monde associatif et de prise en charge des jeunes, notre devoir est de dire stop. Et Bruxelles s'en accommodera comme elle s'en est toujours accommodée.

Regrettez-vous d'être parti en août 2014 alors que l'on vous proposait de rester au gouvernement ?

Quel aurait été mon poids politique à rester dans un gouvernement qui affirme une ligne politique et économique que je venais de dénoncer. J'aurais perdu toute forme de crédibilité, et de fait l'autorité pour diriger un grand ministère comme celui de l'éducation nationale. Pour être honnête, je pense que j'y aurais aussi perdu le respect des agents de ce ministère, respect nécessaire pour avancer et poursuivre la refondation de l'école. Assumer ses convictions, quitte à partir, les malveillants y verront une désertion, les bienveillants une manière de redorer le blason de la politique.

C'est sûr que j'aurais préféré être un ministre de l'éducation pendant trois ans avec un bilan formidable et un gouvernement de gauche qui aurait réduit le chômage, les inégalités et amélioré la vie des Français pauvres ou modestes, mais ce n'est pas le chemin qui est pris.



© Yannick Sanchez

Est-ce que les différentes nuances de socialistes de l'aile gauche tels les "socialistes affligés" ou les "frondeurs" sont évincées de la majorité ?

Manuel Valls s'est publiquement prononcé il y a quelques mois en faveur d'une alliance des socialistes et du centre. Le 49-3 lui permet de ne pas condamner à l'échec le rassemblement auquel il a travaillé sur ce texte, c'est-à-dire une alliance PS-UDI. Le soin qu'aura mis son cabinet à rechercher les voix de l'UDI plutôt que les votes du PC, des écologistes, ou des socialistes inquiets de ce texte, est assez significatif. Les "frondeurs" ont été évincés de la commission spéciale et donc exclus du travail de préparation législatif.

Il y a quand même eu quelques rapporteurs thématiques...

Oui et c'était tactiquement et politiquement bien

vu de la part d'Emmanuel Macron. Car les rapporteurs sont tous d'excellents députés. Son but était de neutraliser le vote de quelques dizaines de députés mais ce n'est pas comme ça qu'on fait de la politique. Ce n'est pas en allant chercher les voix de l'UDI par des compromis politiques et en neutralisant par des rappels à la discipline les voix des socialistes les plus mécontents que l'on peut aboutir à une grande loi.

Le premier ministre et le ministre de l'économie ont trop parié sur la tactique, là où il fallait construire des majorités sur des projets politiques. Pourquoi n'y a-t-il pas eu une volonté politique de construire ce compromis ? C'est la question qui est posée et c'est au premier ministre d'y répondre.



Emmanuel Macron et Manuel Valls pendant les débats juste avant l'annonce du recours au 49-3 © REUTERS - Charles Platiau

Est-ce un tournant ? Que ce soit dans la suite du parcours législatif de cette loi ou sur les prochains textes, peut-on continuer ainsi à l'Assemblée nationale ?

C'est au président de la République de dire ce qu'il veut. Il y a eu beaucoup de provocations qui ont conduit à la division, notamment quand Emmanuel Macron a parlé de remettre en cause les 35 heures. Le premier ministre aussi a évoqué les renversements d'alliance, dit un amour de l'entreprise qui ressemblait plus à une déclaration aux chefs d'entreprise qu'à leurs salariés. Ce sont des prises de position qui heurtent des députés et des électeurs socialistes.

On ne peut pas provoquer délibérément la division comme un enfant qui saute dans une grosse flaque d'eau et éclabousse tout le monde autour. Ceux qui sont éclaboussés se plaignent, mais c'est celui qui est au milieu de la flaque qui pique une grosse colère. Le premier ministre divise, ces divisions font réagir et à la fin il peste contre les irresponsables et appelle à l'unité. Moi quand on m'éclabousse délibérément, je réagis.

On prônerait donc d'un côté "l'esprit du 11 janvier" et de l'autre on briserait cette unité nationale en faisant de la basse politique ou de la division à gauche face au péril fasciste voire islamiste ou "islamo-fasciste" pour reprendre les termes de Manuel Valls ?

On en est arrivé à convoquer les attentats contre Charlie, l'Hyper Cacher et la jeune policière de Montrouge, pour justifier le passage de cette loi. On a quatre millions de personnes qui défilent dans la rue pour défendre la liberté d'expression et une démocratie vivante et puis derrière, on en conclut que pas une voix ne doit manquer au vote de la loi Macron. C'est significatif de la faiblesse des arguments.

Comment faire de la politique dans ce contexte ?

Je crois que le premier ministre a des convictions, donc je ne parlerais pas de postures. Pareil pour le ministre de l'économie, je n'ai pas supporté qu'on le caricature en banquier. Lui comme le premier ministre assument une orientation sociale-libérale qui n'a nul besoin d'être caricaturée pour qu'on souligne l'échec en France et dans toute l'Europe. Cela dit, il y a une grande violence dans le débat politique avec des oukases posés par les uns ou les autres comme des fins de non-recevoir, d'impossibilité de travailler ensemble, une logique d'émiettement où tout le monde est replié sur soi.

Christian Paul, député PS de la Nièvre, ou Laurent Baumel, député PS d'Indre-et-Loire, évoquent à voix haute l'objectif de démettre Manuel Valls. Entre lui et vous, il y a deux approches de la politique et deux lignes quasiment opposées, c'est également votre objectif ?

Ça n'est pas mon sujet. Cette décision ne nous appartient pas et focalise inutilement le débat sur une personne. On a eu raison de souligner l'échec de sa méthode à l'occasion de son usage du 49-3 et de rappeler sa responsabilité dans la fracture de la majorité. Mais la décision de changer de

« Il y a aussi des gens qui ont une approche anxieuse de la laïcité »

L'ancien et éphémère ministre de l'éducation que vous êtes aurait-il pu défendre les mêmes positions que le pouvoir dans la foulée des attentats de Paris en matière de "réponse scolaire" ?

Le temps de l'éducation n'est pas celui de la sécurité, on agit forcément sur du long terme. Quand on regarde le parcours d'Amedy Coulibaly ou des frères Kouachi, il faut se poser la question de ce que l'on a raté pour pouvoir prévenir demain des trajectoires qui pourraient être semblables.

En matière de prise en charge de la petite enfance, de protection judiciaire de la jeunesse, de suivi post-incarcération, qu'a-t-on raté ? Y répondre permet de tirer des leçons, donc des politiques pour empêcher demain que ce ressentiment à l'égard de l'État ne se transforme en dérive violente et terroriste.

Il s'agit bien d'un ressentiment à l'égard de la République. Personne ne dit : je n'aime pas l'égalité ou la fraternité. En revanche, on vous dira : l'État me discrimine, l'État relègue mes parents, la réussite est réservée à certains. Cela veut dire que l'autorité de l'État, qui est pourtant en France l'instrument principal de la promesse républicaine d'égalité et de justice sociale, n'est plus respectée.

Qu'aurait-il fallu faire selon vous ?

Quand le premier ministre Jean-Marc Ayrault, à la demande de Manuel Valls à l'époque ministre de l'intérieur, a décidé d'enterrer l'expérimentation sur les récépissés de contrôle d'identité, nous avons, nous les socialistes, abandonné une opportunité de montrer nos différences avec la politique sécuritaire à la Sarkozy. Car un contrôle au faciès mène à davantage d'exclusion et de stigmatisation qu'il ne permet de maintenir l'ordre public.

Je pense aux associations qui défendaient cette mesure et qui avaient cru en la gauche. Je ne vois pas comment elles peuvent nous faire confiance aujourd'hui. Nous avons fait un choix qui conduit à dire comme Coluche « on est tous égaux mais y en a qui sont plus égaux que d'autres ».

Vous faites partie de la commission des affaires étrangères, où se tiennent des propos assez durs, venant de députés UMP comme PS, à l'encontre des musulmans (« ils sont unis contre nous », « ressortissants de l'islam »)... Y a-t-il un moment néoconservateur en France ?

Déjà, il convient de bien distinguer la complexité de l'islam radical, en s'appuyant sur les travaux universitaires. Cela permet de comprendre ce qu'est cette nébuleuse, et quels sont les conflits internes qui la traversent : la différence entre

chiisme et sunnisme, la différence à l'intérieur de l'islam radical sunnite entre les Frères musulmans, Al-Qaïda et l'État islamique... C'est certes surtout de la compréhension théorique, mais c'est fort utile. Je pense indispensable, surtout pour un politique, de s'arrêter, de s'instruire avant de parler à tort et à travers de questions qui heurtent la sensibilité de nos compatriotes.

Par exemple, lire Les Croisades vues par les Arabes d'Amin Maalouf permet de comprendre qu'au XIIe siècle, les croisés chrétiens étaient considérés par les guerriers arabes comme des barbares fanatiques, ce qui effrayait leurs contemporains. Le fanatisme moderne n'est qu'une continuité du fanatisme ancien, seuls les moyens, les technologies ont évolué. Tout ça pour dire qu'il faut bien prendre soin de préciser que l'on combat le fanatisme religieux, et pas une religion.

Ensuite, justement parce que nous sommes une république proclamant l'universalité des droits aux citoyens qui la composent, nous n'avons pas le droit de demander à certains de nos concitoyens, ceux de religion musulmane, de montrer une patte plus blanche que d'autres, de manifester un peu plus, ou d'écrire des communiqués, là où ils se sentent tout aussi heurtés que nous par ces attentats.

Il y a chez certains dirigeants politiques le sentiment qu'il y aurait une petite puce électronique, un logiciel enfoui derrière l'oreille de chaque musulman, prêts à s'activer et à les transformer en sympathisants des causes les plus extrêmes, voire en extrémistes. C'est la énième version de l'islam incompatible avec la démocratie, ou de certaines populations qui n'auraient pas vocation à s'intégrer.

Quand je discute avec certains jeunes ou adultes de ma circonscription qui oscillent entre le « ils l'ont cherché, ils ont caricaturé le prophète » et les thèses complotistes, je commence par leur dire qu'il faut déjà choisir entre l'une et l'autre thèse et arrêter de chercher tous les prétextes pour ne pas regarder la réalité en face. J'argumente surtout avec les plus jeunes dont il faut accepter les questions même quand elles vous font peur ou déroutent. Il faut affronter ceux qui disent ça sur le terrain, par la discussion, sans faiblesse.

Le rôle des politiques est de bien distinguer la lutte contre le fanatisme et le djihadisme du malaise profond exprimé par une partie de nos compatriotes à l'égard des institutions de la

République et qui peut se manifester pour les uns, par une sympathie teintée de provocation à l'égard des auteurs des attentats, pour d'autres par le vote en faveur du Front national.

Pourquoi les débats sur la laïcité sont-ils si tabous à gauche ? On a le sentiment que les responsables des partis préfèrent les mettre sous le tapis pour ne pas avoir à se diviser...

Comme ministre de l'éducation, j'avais rappelé qu'un professeur d'arts plastiques ne serait pas dans son rôle s'il proposait une leçon de dessin sur la base d'une caricature de Mahomet. Et cela en vertu d'une circulaire datant de Jules Ferry, en 1883 : « Vous êtes l'auxiliaire et, à certains égards, le suppléant du père de famille ; parlez donc à son enfant comme vous voudriez que l'on parlât au vôtre ; avec force et autorité, toutes les fois qu'il s'agit d'une vérité incontestée, d'un précepte de la morale commune ; avec la plus grande réserve, dès que vous risquez d'effleurer un sentiment religieux dont vous n'êtes pas juge. »

En clair, si je choisis comme modèle le prophète Mahomet alors que ça va heurter et fermer un seul de mes élèves, je rate ma mission de transmission d'un savoir. En revanche, il faut enseigner le rôle du caricaturiste et du journaliste et combien leur place est importante dans une société qui reconnaît la liberté d'expression et le droit de blasphème. C'est ce que font les professeurs tous les jours, et on ne doit en rien négocier la vérité historique dans un cours sur la Shoah ou celle de l'histoire du conflit israélo-palestinien au motif que certains élèves contesteraient l'autorité des programmes d'Histoire. Enseigner, c'est chaque jour faire preuve d'autorité et de discernement.

Aujourd'hui, il y a des militants dans l'islam politique radical qui veulent bouleverser cet équilibre. Séparer filles et garçons lors des cours de gymnastique, aménager les menus à la cantine, contester certains enseignements. Mais il y a aussi des gens qui ont une approche parfois anxieuse de la laïcité et considèrent qu'on vit dans un état de siège permanent. L'école n'est heureusement pas une citadelle assiégée en permanence par les intégristes de tous poils. Cessons donc de faire de l'école un théâtre de conflits permanents entre adultes. Comment les enfants pourraient-ils ensuite être imperméables à la violence des conflits entre adultes dans et autour de l'école.

Enfin, il y a aussi ceux qui se servent de la situation pour faire leur commerce politique. Le sujet du voile à l'université illustre bien cela. Alors qu'il n'y a aucun problème sérieux nulle

part, il a suffi qu'un professeur décide d'exclure deux femmes voilées et se fasse sanctionner... On peut être d'accord ou pas avec ses convictions, mais c'est lui qui a enfreint la règle. Eh bien, l'UMP décide d'en faire un sujet : il faut interdire le voile à l'université. C'est irresponsable. Je ne souhaite pas que le gouvernement ouvre ce débat inutile.

Ministre de l'éducation, vous n'avez pas touché à la circulaire Chatel sur l'interdiction des sorties scolaires pour les mères voilées...

À mon sens, elle doit être appliquée avec discernement. Là où il y a du prosélytisme, on n'accompagne pas. Mais qu'une maman accompagne un enfant avec un simple foulard sur la tête, ça ne pose pas de problème.

Mais qu'appellez-vous du prosélytisme ?

Quand on remet en cause le contenu de l'activité, qu'on ne parle qu'à certains élèves en ignorant ostensiblement d'autres, qu'on donne des conseils d'ordre religieux... Les professeurs gèrent ça souvent sur le terrain. Quand un comportement de ce type se produit, il n'y a généralement pas de sortie suivante pour le parent d'élève.

« Marisol Touraine fait du bon travail »

Sur quoi allez-vous faire campagne lors de ces départementales ? Quels sujets peuvent faire l'unanimité dans un parti qui semble autant divisé ?

Dans un contexte de pénurie d'argent public, j'ai pu observer comme ministre le formidable dynamisme de nos maires et nos présidents de conseils généraux en matière de développement de l'économie sociale et solidaire, de service public et de solidarité. S'ils étaient jugés non pas sur les échecs des politiques nationales mais à l'aune de leur succès de politique locale, ils auraient plus de chances de rester en poste.

Il y a aussi de quoi faire campagne sur la politique gouvernementale, sur l'éducation, la justice, la politique étrangère ou de défense, il y a matière à défendre le bilan. Le problème, c'est que nos électeurs ont plus tendance à regarder notre influence sur la création d'emplois ou sur la réorientation des politiques européennes, la relance du pouvoir d'achat, notre capacité à mettre en place des compensations à tout allègement de charges. En matière de santé, Marisol Touraine fait du bon travail, comme sur la

généralisation du tiers payant, mais ce qu'elle met en œuvre ne prendra pas effet tout de suite.

Vous dites n'être qu'un simple déposant de contribution en vue du Congrès du PS. Ce congrès va vraiment se jouer dans les dix jours séparant le résultat des départementales (29 mars) et le dépôt des motions (11 avril) ?

En même temps, tout le monde sait sur quoi il va se jouer. Considère-t-on que l'orientation politique et sociale de ce gouvernement répond aux attentes des Français, d'abord l'emploi et la baisse du chômage et peut permettre au candidat socialiste de gagner la présidentielle ? Ou considère-t-on que cette politique a jusqu'ici échoué et qu'il faut en changer un certain nombre de paramètres ?

Ce débat existait déjà au moment de Frangy à la fin du mois d'août (c'est lors de la fête de la Rose à Frangy à l'été 2014, que Benoît Hamon et Arnaud Montebourg ont demandé une inflexion de la politique économique du gouvernement), il existait au lendemain des municipales, et il existait avant à l'intérieur du gouvernement quand Christiane Taubira, Cécile Duflot, Arnaud Montebourg et moi faisons entendre publiquement nos doutes. C'est ce débat qui doit être tranché lors du congrès, en s'évitant la posture du « plus à gauche que moi tu meurs ».

C'est-à-dire ?

Ça me paraît difficile de pouvoir rester longtemps dans le récit de l'épopée du socialisme triomphant, et de faire passer dans le même temps une remise en cause des seuils sociaux, la facilitation des licenciements, la fin des CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), permettre davantage de privatisations, défiscaliser la possibilité d'actions gratuites sans donner de coup de pouce au Smic.

Une fois que ce débat aura été tranché, ce congrès devra dire ce qu'il faut faire pour répondre à des attentes qui sont nées de 2012. Ce qui nourrit le FN, c'est l'impression que nous sommes résignés et impuissants, l'impression que nous faisons la même chose que nos prédécesseurs. Cette indifférenciation où l'on ne voit plus le clivage droite-gauche et que l'on assume presque au nom du pragmatisme, et que Marine Le Pen a baptisée "UMPS", fait que le FN est loin devant nous dans les sondages...

Je sais qu'en disant cela, on va m'accuser d'ajouter de la division à la déprime. Mais je fais

quoi alors ? Je me tais et j'acquiesce à ce que je pressens être une catastrophe démocratique ? Ou j'exprime ma conviction, qui n'est que le rappel des engagements de François Hollande en 2012.

Je comprends que d'autres militants m'expriment leur mécontentement, mais je ne défends pas le programme de Martine Aubry ou d'Arnaud Montebourg aux primaires. Juste le programme de François Hollande. Je ne suis pas un fétichiste, je sais bien qu'on peut changer en fonction des circonstances. Mais là, on n'a pas changé ou amendé. On a fait autre chose que ce qui était prévu.

Avec les amis de Martine Aubry et ceux d'Emmanuel Maurel, vous ne pourriez pas vous mettre d'accord face à Cambadélis ?

J'ai constaté que le premier ministre et le premier secrétaire avaient réduit l'opposition à la loi Macron à une stratégie de congrès, que bien sûr ni l'un ni l'autre ne préparent... on verra. Moi je ne veux brusquer personne. Je n'ai même pas encore décidé ce que je ferai.

Il n'y a pas de préalable sur ma candidature. Franchement, j'ai montré que je pouvais assumer mes responsabilités, mais aujourd'hui, beaucoup de gens n'ont pas fait leurs choix, et je ne veux pas être un embarras, un frein. Et puis je ne donne de leçon à personne, j'ai choisi d'être dans la majorité du parti au congrès de Toulouse en 2012, parce que je pensais qu'il fallait se rassembler pour donner plus de chance au changement. Le PS est fragile et il ressemble beaucoup à la défunte SFIO quand il veut concilier des pratiques à droite avec des discours à gauche.

Que faudrait-il y changer, pour éviter de finir comme la SFIO ?

Le premier secrétaire du PS a un rôle clé. Je ne fais aucun reproche à Jean-Christophe Cambadélis aujourd'hui. Ce n'est pas simple, il n'a pas été élu, il gère les initiatives d'un gouvernement qui doit lui-même le désarçonner autant que moi... Il doit quand même composer avec les proches du premier ministre qui lui demandent d'exclure un tiers du PS... Je vois bien la difficulté de la tâche.

Mais après ce congrès, une chose est sûre : dès lors que le premier secrétaire est dépositaire du vote et de la parole des militants et des sympathisants socialistes, il doit pleinement faire partie du dispositif. Il doit organiser le rassemblement et la victoire, mais aussi peser sur

le cours des politiques. Comme avant lui Lionel Jospin sous les gouvernements Mauroy puis Fabius et François Hollande sous le gouvernement Jospin avaient pesé.

Même si j'ai conscience de la gravité du moment, ce n'est pas l'autoritarisme qui me fera plier sur mes convictions. On peut y voir des calculs ou je ne sais quoi, on peut aussi y voir une volonté de ré-intéresser à la politique ceux qui n'y croient plus.

Lors d'un meeting de Vive la gauche début décembre, vous parliez de l'impérieuse nécessité pour les socialistes de se dépasser, et de retrouver l'union de la gauche. Peut-il exister un nouveau parti à gauche qui s'impose en France, comme on l'a vu émerger avec Syriza en Grèce ?

Il faut laisser Syriza et penser à notre propre histoire. Pour gagner en 2017, la gauche devra être recomposée et imaginer de nouvelles formes de rassemblement possible. Est-ce que ce rassemblement sera une fraction du PS et le centre droit ? Je ne le crois pas ni ne le souhaite. Est-ce que c'est un rassemblement du PS, des écologistes et de tout ou partie du Front de gauche ? C'est ce que je désire. Est-ce possible d'ici 2017 ? C'est compliqué.

Ce qui est intéressant, c'est de valider sur le fond un certain nombre de convergences et d'évolutions politiques. Idéologiquement, je pense qu'il faut réfléchir à un modèle de développement à croissance modeste, intense en emplois et sobre écologiquement. Je ne vous aurais pas dit ça il y a trois ou quatre ans. Je ne crois plus à une stricte relance keynésienne, mais encore à un État stratège pour réduire les inégalités, atteindre le plein-emploi et répondre aux impératifs écologiques.

Si ce n'est sur la forme, comment jugez-vous sur le fond les débuts au pouvoir de Syriza ?

Pour l'instant, ils sont fermes. Je leur souhaite de réussir. S'il s'agit d'arriver à un accord sur un rééchelonnement de la dette, c'est parfaitement possible. Ce qui est certain, c'est que les créanciers ne seront jamais remboursés si on ne permet pas à l'économie grecque de se relancer. Et pour cela, il faut au moins une parenthèse.

Ce discours répété selon lequel « il faut tenir ses engagements » est le plus psychorigide et le moins-disant politiquement qui soit. Quand "la France" demande à la Grèce de tenir ses engagements, "la France" devrait aussi se

rappeler qu'elle en a vis-à-vis de ses propres électeurs.

mediapart.fr

VI) Manuel Valls, le bulldozer

Par Christophe Barbier

En force, Manuel Valls impose sa marque, sans pour autant obtenir des résultats. Alors qu'il reprend en main la réforme du dialogue social ce mercredi, l'opinion doute, les socialistes l'attendent au tournant, bientôt il sera un Premier ministre en danger.



Au lendemain du 49.3, Manuel Valls va devoir montrer qu'il est plus qu'un politicien habile et courageux.afp.com/Charly Triballeau

Il y a un Premier ministre en France. Douze ans de quinquennat ont lessivé cette fonction, jusqu'à donner des arguments à ceux qui voulaient la supprimer. *L'épisode du 49.3 "sauvons Macron" a confirmé qu'avec Manuel Valls Matignon existe*, non comme une forteresse assiégée, mais comme un cuirassé qui tient à avancer, en brise-glace, dans la banquise de l'immobilisme. Il a toutes les chances de couler, mais il avance. Pour prendre une autre métaphore, Manuel Valls est un bulldozer, cet engin qui sert à terrasser : aux deux sens du terme, le "PM" tente de terrasser sa majorité, c'est-à-dire la dominer et en faire une surface stable pour appuyer sa politique et son ambition.

http://www.dailymotion.com/video/x2i007j_manuel-valls-le-bulldozer-l-edito-de-christophe-barbier_news

Depuis 2002, les hôtes de Matignon ont tous dû lutter à la fois contre la prééminence de l'Élysée et contre des ministres rebelles : Raffarin était coincé entre Chirac et Sarkozy; Fillon, entre Sarkozy et Borloo ; Ayrault, entre Hollande, Valls et Montebourg -trio issu de la primaire de 2011. Même quand le président est affaibli, les Premiers

ministres n'en profitent pas : en 2005-2006, après le référendum perdu et l'accident vasculaire cérébral de Chirac, Villepin est écrasé par la détermination de Sarkozy et la colère de la jeunesse contre le contrat première embauche; en 2013, malgré l'impopularité de Hollande, Ayrault étouffe sous la pression de Valls dans l'opinion et des bonnets rouges dans la rue.

Son successeur échappe à ces règles : il s'affirme face au président dès son discours de politique générale, en avril 2014, puis s'impose dans son gouvernement par le remaniement brutal du 25 août suivant. Aujourd'hui, il a écarté de la scène tous ses rivaux pour demain et établi avec le président une répartition des tâches classique sous la Ve République. Hélas pour lui, il n'est pas plus chef de la majorité que ne le furent ses prédécesseurs, ne contrôlant ni le Parlement, où il ne peut régner que par la force, ni le parti, où il ne peut avancer que par la ruse.

Le plus grave, pour Valls et pour le pays, est ailleurs : sa politique échoue. Le champ de bataille est flamboyant, le champ de labours est stérile ; le bulldozer bouscule, la charrue chancelle. "Valls ne connaît rien à l'économie, il n'est libéral que par opportunisme", lance un ancien, comme lui, de l'équipe Rocard. De fait, le social-libéralisme, doctrine officielle depuis quatorze mois, ne marche pas.



Manuel Valls et Emmanuel Macron peuvent-ils réformer et gouverner seuls, malgré François Hollande, contre l'Assemblée et sans le peuple?
REUTERS/Philippe Wojazer

Aux chocs promis, de croissance ou de simplification, a succédé un étrange mantra, proféré le jeudi 19 février à l'Assemblée par le Premier ministre, contre la motion de censure : "Retrouver la croissance se prépare mé-ti-cu-leu-se-ment." Le dialogue avec les partenaires sociaux est bloqué par la mauvaise foi des patrons, l'archaïsme de la CGT et de FO et l'isolement de la CFDT.

Le Front national se lèche les babines

Depuis longtemps, la France n'a plus l'argent suffisant pour s'aventurer dans une nouvelle expérience socialiste de redistribution, qui serait un suicide. Depuis la semaine dernière, on sait que la France n'a pas la majorité nécessaire pour voter de vraies réformes social-libérales, propres à rendre confiance et énergie aux entrepreneurs. Depuis deux ans, enfin, la droite n'a guère travaillé et se retrouve incapable de proposer un programme d'alternance crédible -sans compter qu'elle n'a jamais été libérale ni n'a jamais su réformer l'Etat. Bref, le bulldozer Valls, la guimbarde des frondeurs et les autos tamponneuses de l'UMP vont toutes dans la même direction : le mur.

Le Front national, qui a vu des communistes voter la motion de censure comme ses députés, se lèche les babines devant un tel spectacle. Aux Français qui croient qu'"on a tout essayé, sauf le FN" il faut répondre que, au contraire, gauche et droite n'ont presque rien essayé depuis 2002... Il reste d'ailleurs une chance au social-libéralisme : le putsch.

Dans la foulée du 49.3 de "légitime défense" de la semaine dernière, Manuel Valls et Emmanuel Macron peuvent profiter de la seconde lecture du texte, au printemps, pour lui ajouter des réformes clefs, comme celle des seuils sociaux. Un tel coup de force nécessite trois conditions : que François Hollande le tolère, que l'exécutif ne soit pas trop impopulaire après les élections départementales et que Macron et Valls justifient l'étymologie commune de leurs prénoms -"Dieu est avec nous"...

Même si toutes ces conditions sont réunies, peut-on réformer et gouverner à deux, malgré l'Elysée, contre l'Assemblée et sans le peuple ? Sans compter que Manuel Valls n'a pas envie de mettre en péril son destin présidentiel pour sauver la carrière ministérielle de Macron : "Emmanuel est un ministre technique", aime-t-il à rappeler...

Manuel Valls ne pourra sans doute pas aller beaucoup plus loin, beaucoup plus haut qu'aujourd'hui, et doit au contraire se préparer à une série de chocs, certains ou probables.

Le choc électoral. Celui-ci est inévitable, aux départementales de mars comme aux régionales de décembre, et, telles les deux lames du rasoir, le premier scrutin risque d'étirer le pouvoir avant que le second ne le ratiboise... Le congrès du PS,

au milieu, peut devenir le procès de Valls l'hérétique devant l'inquisition socialiste.

Le choc social. Tant que l'argent public paie les chômeurs, la tranquillité est préservée. Mais si les marchés se retournent et que le système se grippe...

Le choc sociétal. La jeunesse, qui, elle, n'a droit à rien sinon à garder le silence, laissera-t-elle longtemps les générations précédentes, accrochées à leurs places, hypothéquer son avenir ? Celle des banlieues, notamment, dont Valls a lui-même légitimé les revendications identitaires en usant avec imprudence et impertinence du mot "apartheid", passera-t-elle du mode repli au mode révolte ?

Déchirements en perspectives

"L'esprit du 11 janvier, ce n'est pas un esprit magique et insaisissable que l'on invoque fébrilement", a martelé Manuel Valls, jeudi dernier. Hélas, le Premier ministre se trompe, car l'épisode Charlie était éphémère et l'esprit du 11 janvier s'est évaporé. La réalité des souffrances économiques a dégonflé la bulle des sondages, les ostracismes ont repris leur marche en avant, la société ne cesse d'être plus dure et de graves déchirements se préparent. Alors que le Premier ministre est, depuis des années, le plus lucide à gauche sur l'état du pays, qu'il a redonné de la consistance à sa fonction et s'est mis en surchauffe permanente pour affronter le quotidien, il donne soudain l'impression de sous-estimer la gravité de la situation.

Face aux épreuves à venir, Manuel Valls devra démontrer qu'il est de la trempe des hommes d'Etat, et pas seulement un politicien habile et courageux. Il n'a pas, pour l'instant, développé de vision personnelle, à long terme, de la France, même quand il a, le 13 janvier à l'Assemblée, rappelé avec force les valeurs fondamentales de la République. Son ADN politique, enrichi à la mairie d'Evry et au ministère de l'Intérieur, est en phase avec celui du pays, et pourtant, homme du moment, Valls n'arrive pas encore à incarner celui de l'avenir. Peut-être, pour aller plus haut, a-t-il besoin de quitter le gouvernement : tomber sur une réforme refusée par son propre camp, prendre ses distances avec un président naufragé, s'arracher au pacte faustien qui le lie à un clan trop mince et trop égoïste, préparer un projet pour la France et attendre les circonstances...

Bref, plutôt que d'être un Sarkozy bis minoritaire dans son camp, tenter de devenir un second Pierre

Mendès France... Cependant, chassé au lendemain d'élections perdues, il pourrait aussi rester dans les mémoires comme celui qui aura échoué différemment des autres, mais échoué quand même..

lexpress.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES



ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES

22 & 29 MARS 2015

LAPRESSEENREVUE.EU

Les nouveaux articles sont à la suite...

1) Départementales : le PS Val de Marne menace de ne pas constituer de majorité avec le PCF

Par C.Dubois



Entre le soutien du PCF Val de Marne et du président sortant Christian Favier à la candidate PS dissidente de Fresnes – L'Haÿ-les-

-Roses et la décision du groupe Front de Gauche de voter la motion de censure contre le gouvernement à l'Assemblée nationale, aux côtés de l'UMP et du FN, la coupe est pleine pour le PS du Val de Marne.

« Nous nous battons jusqu'au bout pour conserver la majorité du Val de Marne à gauche et il n'y aucune ambiguïté sur le fait que nous appellerons à voter pour un candidat PCF s'il est le mieux placé à gauche au second tour, mais nous nous réservons le droit d'être ou non dans la majorité une fois les élections achevées, en fonction de la manière dont se sera déroulée la campagne », prévient Luc Carvounas, premier fédéral du PS Val de Marne. « Nous préférons, avec Abraham Johnson, président du groupe socialiste et républicain au sein du Conseil général, être un groupe sans délégation d'exécutif mais un groupe qui pèse, ajoute le sénateur-maire PS d'Alfortville, excédé par les dernières prises de position locales et nationales de son allié. Mais je rappelle à mes camarades communistes que les faiseurs de roi dans une assemblée de gauche demain, et ce quel que soit le rapport de force, seront les Socialistes! »

Voilà qui est clairement énoncé. A noter que la prise de position du groupe ne concerne que le PS et pas le MRC, associé au PS au sein du groupe socialiste et républicain du Conseil général.



Eprard dit :

19 février 2015 à 1 h 04 min

LAMENTABLE !

On se fou complètement de l'intérêt des Val de Marnais.

Seules les stratégies politiciennes intéressent le va t en guerre Carvounas !

Pourtant depuis qu'il est 1 secrétaire du PS 94, son bilan est peu glorieux.

Exception faites de son siège au Sénat, qu'il s'est octroyé.

Alfortville, oublie Mr Carvounas qui ne s'intéresse qu'à sa personne, et « son » parti. Rien à cirer du reste, comme le démontre ses déclarations ici.



ST dit :

19 février 2015 à 9 h 19 min

Ah Mr Carvounas... La menace par la l'ultimatum et le chantage. Au passage faudrait lui préciser que dans une République il est malvenu de « faire des rois »... Enfin vu la politique mis en place par ses amis politiques, peut être doit-on s'y attendre...

Il n'y a plus d'union de la gauche possible avec le PS simplement car la politique menée par ses dirigeants actuels n'est plus de gauche... Il serait grand temps, à la veille de leur congrès que les militants PS s'en rendent compte.



anne dit :

19 février 2015 à 10 h 56 min | Signaler un abus

Voilà des décennies que le PS fait semblant d'être compagnon du PCF pour l'affaiblir. On vivait mieux quand le PCF faisait 23 %.

la loi Macron est une honte et c'est normal de tout faire pour l'abattre.

Il conviendrait que le gouvernement qui s' est travesti en hommes de Gauche retire son déguisement et se présente comme il est : de Droite.

Il y a des honnêtes gens au PS et c'est à eux de retirer le masque des usurpateurs.

le chantage est inadmissible.



2) L'imposture

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.



Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire (truquée!) de la première socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance de Luc Carvounas Sénateur-Maire d'Alforville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...

De l'entre-soi comme d'habitude...quelque peu démocratique.

A vous de juger...

Christophe Frédéric-PRESSE EN REVUE

3) Paul Quiles est venu présenter la contribution Maintenant la gauche à Créteil



P. QUILES La Rochelle 2014 Photo G. Diez

Dans le cadre de la préparation du Congrès du PS, Paul Quiles, ancien ministre de l'Intérieur, a présenté la contribution Maintenant la Gauche à

Créteil au siège de la fédération du PS Val de Marne.

Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

4) Le PS notifie son exclusion à Brigitte Tironneau

Le 18 février 2015 par C.Dubois -



Christophe Borgel, secrétaire national aux élections du PS, vient de notifier officiellement son exclusion à Brigitte Tironneau, conseillère générale sortante et

candidate dissidente aux départementales à Fresnes-L'Haÿ-les-Roses, en binôme avec le PCF Stéphane Coloneaux.

« Le secrétariat national du 17 février 2015 a constaté que ta candidature avait été déposée et que tu t'es de fait placée toi même en dehors du parti. En conséquence, le Bureau national du 24 février prochain prononcera ton exclusion. Nous te rappelons que tu ne saurais désormais te prévaloir du Parti socialiste, ni utiliser ses emblèmes ou logo », conclut la missive après avoir rappelé l'article 4.3.3 des statuts du parti indiquant que « sont réputés exclus les membres du Parti candidats à un poste électif pour lequel les instances du Parti ont investi un autre candidat. »

Cette candidature dissidente a eu des réactions en chaîne dans les relations diplomatiques PCF-PS. Le binôme dispose en effet du soutien du PCF, en plus de celui de l'ancien maire PS de L'Haÿ et conseiller général sortant Pierre Coilbault. Ce weekend, le soutien officiel du président sortant PCF du Conseil général, Christian Favier, aux deux candidats, a déclenché une vive réaction du PS qui a subséquemment retiré son soutien au président sortant dans son canton de Champigny. Une mesure suivie d'une réponse non moins véhémente du sénateur communiste.



Thomas dit :
18 février 2015 à 18 h 35 min
Encore un 49.3 de carvounas ! Et un nouveau salarié de la ville d'alforville comme candidat ! Militant socialiste du valde marne rien ne gêne? ?



mathieu dit :
19 février 2015 à 9 h 51 min
Evidemment, gardez vos roses elles piquent nous garderons nos poings levés pour la bonne cause.

A Suivre...
La Presse en Revue